

2017 : LE CADRE MENTAL DE L'ELECTION COMMENCE A SE METTRE EN PLACE... SANS FRANÇOIS HOLLANDE

Trois études qualitatives sur le paysage politique ont été menées en cette rentrée (dont une, menée en ligne à partir d'un panel très large - 150 discutants - qui devrait être rendue public). Les trois convergent autour de plusieurs enseignements.

1. LA RADICALITE DE L'ANNEE DERNIERE N'A PAS DISPARUE

L'automne 2015 retrouverait-il des traits de l'automne 2014 ? Les ferments sont toujours là, qui pourraient être réactivés par le sentiment d'enlèvement de cette rentrée : une reprise que l'on ne voit pas venir, un système profondément dérégulé (« *pourquoi rien ne fonctionne ?* ») dont on finit par se convaincre qu'il est irréformable, enfermé dans de multiples impasses.

On retrouve les pulsions de tout remettre à plat : les aides sociales qui provoquent de multiples soupçons ; la fiscalité à laquelle plus personne ne comprend rien ; Pôle emploi qui ne fonctionne toujours pas ; les travailleurs détachés qui ne sont toujours pas contrôlés ; les frontières toujours pas surveillées ; les tensions dans la société toujours pas apaisées ; le monde du travail toujours plus stressant ; les indécences et les arrogances toujours impunies ; les médias qui entretiennent la violence et hystérisent toujours plus l'atmosphère (succession des images de l'enfant syrien, du procès du petit Bastien, des camps de migrants et des barbelés, ...).

Si la rentrée s'est jusqu'à présent mieux passée, le cocktail n'est pas très loin de celui qui avait poussé, à l'automne dernier, les demandes très fortes de radicalités et de ruptures.

2. 2017 COMMENCE A ETRE IDENTIFIE

C'est nouveau. Jusque-là l'impression que les hommes politiques se préoccupaient de 2017 provoquait surtout des réactions d'exaspération au regard des difficultés quotidiennes, elles immédiates. Ces réactions sont toujours là – 20 mois est encore un horizon long –, mais pour la première fois les gens ne refusent pas, lorsqu'on les y incite, à installer l'échéance dans leurs radars et à regarder les candidats qui pourraient faire l'affaire : *qui* pourrait remettre le pays en route, et en ordre ; *qui* serait capable de nous sortir de ce pétrin ?

Il est frappant de voir que dans cet exercice projectif, les candidats possibles sont toujours vus par le biais de leurs postures et de leurs personnalités, et non de leurs idées ou propositions. C'est par là que s'engagent et rebondissent les discussions ; c'est bien le signe que la campagne et son paysage mental peuvent s'installer : les gens commencent à chercher une personne.

3. QUI ? UN RAISONNEMENT EN TROIS TEMPS SE MET ALORS EN PLACE

1) D'abord, « personne ». C'est très souvent la première réponse : le rapport aux élites est beaucoup trop dysfonctionnel. Il soulève un ressentiment trop fort, mais qui ne débouche sur rien : les gens ne savent même plus comment essayer de reprendre la main, interrompre ce cycle infernal où les élites parlent aux médias qui parlent aux politiciens qui répondent aux médias, sans que jamais la situation des gens n'apparaissent dans cette boucle fermée. Mais en provoquant un terrible sentiment d'abandon et d'humiliation.

Faute de trouver comment faire dérailler - ou au moins ralentir - cette mécanique infernale, les radicalités reviennent là aussi : « *couper les têtes* », « *taper dans la fourmilière* », « *abolir le système* », « *balayer les tous* ».

- 2) Puis dans un second temps du raisonnement émerge la figure de Marine Le Pen. Précisément car c'est la seule qui peut briser ce cadre, « *faire bouger les choses* », « *mettre fin aux abus* », « *remettre du bon sens* ».

A ce stade des discussions, son audience et son attrait paraissent très large. Elle surgit, elle aussi, par le biais de sa personnalité et de sa posture : peu pointent alors ses idées (notamment sur l'immigration) ou l'extrémisme de son discours.

- 3) Ce n'est que dans un troisième temps que la brutalité et l'agressivité de ses propos reviennent, et avec eux la peur de diviser plus encore la société et de rajouter de la violence à la violence, ce dont elle n'a pas besoin. Son aura se rétrécit alors. Du souhaitable, on en vient progressivement au possible.

Pour une partie non négligeable des discutants, Marine Le Pen reste bien dans les deux catégories. Pour les autres, les discussions se mettent à tourner non plus autour de celui ou celle qui pourrait attirer, mais autour de celui ou celle qui pourrait « *faire l'affaire* », « *convenir* », au moins pire plutôt qu'au mieux.

- Le premier à émerger, nettement, est M. Valls. A gauche bien sûr, mais aussi un peu à droite. Parce qu'il est le seul vu comme capable de faire bouger les lignes, qu'il paraît s'investir, qu'il est lisible. Et qu'il commence à avoir une expérience, qui n'est pas si mauvaise.
- Concernant les candidats de la droite, un aller-retour se met en place entre Juppé et Sarkozy. Juppé surgit souvent en premier : il semble conjuguer efficacité et réassurance. Mais à mesure que les discussions se prolongent, son efficacité semble mise en doute : n'est-il pas finalement trop retenu et tempéré, saura-t-il prendre des risques ? Revient alors l'hypothèse Sarkozy. On ne l'aime pas, pour toutes les raisons : d'image, politiques, judiciaires. On aimerait pouvoir tourner la page une bonne fois pour toutes. Mais son énergie, sa force de caractère, son autorité ne sont jamais mises en doute, et c'est finalement ce qui, pour certains, serait le plus utile à la période.
- Le Président, souvent, n'est même plus cité. Dans l'étude Freethinking, sur les 150 personnes qui participent à la discussion, personne ne l'évoque spontanément. Et lorsque son nom est lancé par les animateurs, la discussion ne se noue pas.

Paradoxalement, très peu doutent de son envie de se représenter : la question n'est pas là. Ce n'est pas lui qui se serait sorti du jeu en paraissant résigné ; ce sont les gens qui, sans animosité contre sa personne, l'écartent. « *On s'est trompé* ». L'homme n'est pas en cause : il provoque toujours des mouvements de sympathie (et même un peu plus que l'année dernière). Mais le jugement sur l'exercice de sa présidence semble forgé. « *Il n'était pas fait pour ça* ». Les gens cherchent le le *prochain* président, qui à leurs yeux semble ne pas pouvoir être l'actuel.

Ces exercices, s'ils ne sont pour l'instant que projectifs, sont comme tous les qualis un indicateur de la pente qu'est prête à développer l'opinion lorsque le paysage mental de 2017 se précisera (peut-être assez vite si la multiplication de papiers se poursuit).

4. **Quoi ?** Le lien n'est clairement pas rompu, mais l'urgence à réagir s'installe. Deux ordres de réponse paraissent possibles :

- 1) L'un sur la forme, en multipliant la présence et les messages directs aux Français : il s'agit de ne pas laisser s'installer la quête, irréversible, d'un *prochain* président. Le chemin de 2010-2011 ne sera pas

duplicable pour reconquérir cette écoute : le candidat pouvait attirer l'attention d'électeurs qui s'étaient mis à la recherche de l'acteur de l'alternance. Aujourd'hui il faudra provoquer, sinon forcer, l'attention.

Les médias feront toujours filtre et le décryptage politique passera toujours avant le message de fond. Si ce décryptage (qui brouille plus qu'il ne clarifie) est inévitable, il pourrait être dilué par une utilisation beaucoup plus massive de tous les canaux de communication directe : matinales, messages vidéos (hebdomadaire ou bi-mensuel comme beaucoup de ses homologues européens), JT, ... Sans forcément d'annonces ni de formats spéciaux qui font nécessairement lever les attentes : l'essentiel est que les Français entendent le Président parler vraiment, exposer, expliquer. Quand l'ont-ils entendu s'adresser à eux pour la dernière fois ? Là où le PM et les figures de l'opposition parlent directement à quelques millions de personnes chaque matin dans leur radio et presque chaque soir dans leur JT, le Président n'y est jamais. Il donne le sentiment de ne parler vraiment qu'à la presse (écrite et trop souvent parisienne), de distiller ici ou là quelques confidences que n'entendent guère que les initiés, et de ne pas exister dans les flux populaires radio, télé et internet, autrement qu'encapsulé dans des reportages (ce qui introduit une distance) et sous la forme de quelques mots repris au milieu d'une masse de commentaires (ce qui l'accroît). Il est essentiel de reprendre pied dans le quotidien des Français avant que l'évaporation ne soit trop avancée ; de forcer la porte de leur salle de bain, de leur salon, de leur flux Facebook.

La théorisation de la rareté comme garant de la présidentialité, à ce stade ne tient plus : elle suppose que l'intérêt pour la présidentialité reste intacte, puisqu'il s'agit de jouer sur le désir et l'attente ; s'il n'y a plus d'attente, elle accroît simplement la distance, et accélère la disparition.

A titre subsidiaire, le Président pourrait reprendre le dialogue avec des panels de Français notamment à l'occasion de ses déplacements en province. Si l'impact est nécessairement bien plus marginal, ce peut être des moments utiles pour roder les arguments et jauger les réactions.

- 2) L'autre sur le fond. S'il est indispensable d'être davantage présent, il faudra aussi être davantage entendu. Or on voit bien que le Président est, à travers l'image qu'en ont les Français, l'objet d'un *malentendu*. Car une fois écrémé le premier instinct de l'opinion de tout mettre à terre, derrière le niveau d'énervement particulièrement élevé et la fascination pour le pire, le Président est en réalité très près, dans son positionnement comme dans sa personne, de pouvoir incarner les aspirations réelles du pays : une remise à plat, certes, mais sans violences, sans injustices, sans humiliation et sans arrogances.

Mais personne ne semble le voir : « *c'est ici que nous vivons* » lui écrivent souvent les Français, comme pour lui montrer un pays duquel ils l'estiment désormais étranger... Au même titre, au demeurant, que l'ensemble de la classe politique. A leurs yeux plus personne ne semble comprendre ce qu'ils vivent, à la fois océan de pessimisme, de peurs et de frustration, mais aussi société qui mute à toute allure et de laquelle ils attendent de grandes choses : une économie renouvelée et moralisée après la gabegie des années faciles, une démocratie revivifiée une fois les convulsions épuisées, des règles clarifiées et appliquées qui permettent à nouveau d'avoir confiance et de se projeter, une bienveillance collective (une « *fraternité* » écrirait PL. Basse) donnant une nouvelle valeur aux relations humaines après trop de brutalités, ...

Ils attendent celui qui ne confondra pas radicalité et extrémisme : leur radicalité est souvent une volonté de revenir à plus de bon sens, de remettre à l'endroit un monde qui marche à l'envers, de retrouver la racine des choses (« radicalité... »). Mais elle n'en trouve pas d'écho dans le champ politique. Lorsqu'une très grande majorité dit « trop d'assistanat » en déplorant la complexité qui permet aux plus agiles d'en profiter plus que de raison ; elle entend en retour des discours qui ciblent la solidarité ou l'immigration,

stigmatisent, et accroissent le sentiment de violence. Alors qu'elle aspirait surtout à plus d'équilibre, de modération, de justice et de simplicité...

Personne ne porte cette « radicalité sans extrémisme », qui semble être l'un des appels les plus puissants de la période – peut-être l'un de ceux qui fera l'élection – même s'il se maintient, pour le moment, dans le registre des basses profondes. Le Président n'est pas loin de pouvoir l'incarner. C'est même sans doute par là qu'il pourrait accrocher le mieux l'attention, surprendre, et commencer à se reconstruire une image.

D'autant que sur chacun des sujets de crispation majeure (qu'il s'agisse des outils de la redistribution, des règles de vivre-ensemble ou du rôle de la puissance publique), on connaît le point d'équilibre de l'opinion. Le discours radical et rassurant n'est pas si difficile à construire (sa mise en œuvre peut-être). Une chose est cependant certaine : il ne sera pas crédible s'il arrive seulement lors de la campagne. Se remettre en position d'être *porté par la situation dans laquelle se vit le pays* et par les courants qui l'agissent, implique sans doute de préempter certains de ces sujets bien en amont./.